



NOTE

Ceci est un extrait du Rapport mondial sur le déplacement interne (GRID pour ses initiales en anglais) d'IDMC.

AFGHANISTAN

La sécheresse a déplacé autant de personnes que le conflit

Depuis quatre décennies, l'Afghanistan est en proie à un conflit armé qui a sapé les efforts de développement dans tout le pays et provoqué des déplacements chaque année. En 2018, la sécheresse a aggravé la crise existante en entraînant plus de 371 000 nouveaux déplacements, un nombre similaire à celui engendré par le conflit. Après quatre années de précipitations inférieures à la moyenne dans les provinces de Badghis, Ghor et Herat, dans le nord-ouest du pays, la situation est devenue critique car le manque de pluie et la fonte des neiges ont entraîné des pertes de cultures et de bétail. Un grand nombre de personnes ont commencé à migrer des zones rurales vers les zones urbaines en avril pour trouver des moyens de subsistance, des services de première nécessité et une aide humanitaire.

En réalité, les causes des déplacements en Afghanistan sont étroitement liées. L'impact de la sécheresse a porté le coup de grâce à de nombreuses familles qui vivaient dans des zones rurales mal desservies après des années de conflit armé. Leurs ressources et leurs mécanismes d'adaptation ont été érodés au fil du temps et 2018 a marqué un tournant décisif lorsque les conditions de vie sont devenues insupportables au point d'entraîner le plus important des déplacements liés aux catastrophes dans le pays, depuis au moins une décennie.

Le nord-ouest de l'Afghanistan est essentiellement rural et la sécheresse a détruit les moyens de subsistance de dizaines de milliers de ménages tributaires de l'élevage et de l'agriculture pluviale.¹⁷⁵ Dans le cadre d'une enquête, 84 % des propriétaires terriens interrogés dans les régions d'origine des personnes déplacées ont dit que leur production avait diminué de moitié par rapport à 2017. Les propriétaires de bétail ont déclaré avoir perdu la quasi-totalité de leurs volailles, chameaux et chevaux, ainsi que 90 % de leurs grands et petits ruminants. Les personnes interrogées ont également déclaré que le manque d'eau à usage domestique était une préoccupation majeure. Les réservoirs remplis d'eau de pluie sont utilisés non seulement pour l'irrigation, mais également en guise de source d'eau potable, car les eaux souterraines des pompes manuelles et des puits ne sont pas potables.

En septembre 2018, plus de 250 000 personnes déplacées vivaient dans des camps informels dispersés dans



les banlieues de Qala-e-Naw et de Herat, capitales des provinces de Badghis et d'Herat, respectivement.¹⁷⁶ Les conditions de vie dans les camps sont déplorables et les problèmes de protection abondent. Les abris sont surpeuplés et n'offrent que peu d'intimité. À l'arrivée de l'hiver et des températures inférieures à zéro, des membres de différentes familles se sont regroupés dans une tente pour se tenir au chaud. Les personnes sont sans ressources et ont eu recours à des mécanismes d'adaptation nocifs, notamment le travail des enfants et le mariage précoce. Entre juillet et octobre 2018, 161 cas de mariage d'enfants ont été signalés dans les provinces d'Herat et de Badghis.¹⁷⁷

Il existe une idée fautive selon laquelle les personnes qui fuient des catastrophes à évolution lente ont le temps de faire leurs valises et d'organiser leur départ, ce qui les met dans une meilleure position que celles qui ont été déplacées par des catastrophes brutales ou des conflits soudains. La situation en Afghanistan contredit cette opinion. Les personnes qui ont fui la sécheresse avaient déjà vendu bon nombre de leurs biens et n'avaient presque rien lorsqu'elles ont quitté leurs régions d'origine.

Les équipes d'intervention humanitaire dans le pays ont une grande expérience en matière de gestion des déplacements provoqués par le conflit, qui touche l'ensemble du pays, mais ont tendance à être localisées et relativement petites. Leurs mécanismes habituels d'intervention n'ont pas permis de faire face aux mouvements de masse concentrés dans le nord-ouest du pays en raison de la sécheresse. Certains intervenants humanitaires ont peut-être également été influencés par la réticence des communautés et autorités d'accueil à permettre aux personnes déplacées de s'installer dans leurs régions, en raison notamment de différences ethniques et tribales, mais aussi de préoccupations sécuritaires ; il en est ressorti des retards dans la réponse initiale aux besoins des personnes déplacées. Étant donné que la sécheresse a principalement touché des zones contestées ou échappant au contrôle du gouvernement, les autorités craignent que les nouveaux arrivants incluent des membres de groupes armés non étatiques.

À l'approche de l'hiver en Afghanistan, de nombreuses familles déplacées par la sécheresse et le conflit vivaient encore dans des tentes. Crédit photo : NRC/Enayatullah Azad, novembre 2018



La réponse a été d'autant plus complexe que des personnes en situation de déplacement prolongé et des membres vulnérables des communautés d'accueil ont installé des abris de fortune parmi les nouvelles personnes déplacées pour tenter d'obtenir une aide humanitaire. Il était donc difficile pour les intervenants humanitaires de cibler les ménages récemment déplacés les plus vulnérables. Comme la sécheresse est un phénomène lent, il est également difficile de déterminer qui a la responsabilité de réagir : au début de la crise des déplacements provoqués par la sécheresse, la question de savoir quelles organisations avaient pour mandat de répondre a fait l'objet de nombreux débats, bon nombre d'organisations humanitaires suggérant que l'accent soit mis sur le développement dans les lieux d'origine, appelant à une réponse des organisations de développement plutôt qu'humanitaires.

Malgré la réticence des autorités locales et des hôtes à laisser les déplacés internes s'installer, beaucoup ont l'intention de rester. Environ 1 % seulement des personnes déplacées interrogées à Herat et 8 % à Badghis ont déclaré envisager un retour volontaire assisté, et 71 % à Herat ont déclaré ne pas envisager leur retour, quelle que soit l'aide proposée.¹⁷⁸ Elles citent des facteurs tels que l'insécurité, le manque de nourriture et de moyens

de subsistance, et le faible accès à l'eau et aux services de première nécessité, pour justifier leur refus de retourner sur leur lieu d'origine.¹⁷⁹

Cela soulève la question de savoir comment obtenir des logements, des terres et des moyens de subsistance convenables à long terme pour les personnes déplacées par la sécheresse.¹⁸⁰ La plupart ont installé leurs abris sur des terres privées où les propriétaires acceptent à contre-cœur leur présence, les exposant au risque d'expulsion. L'autorité foncière afghane a signé un protocole d'accord avec le ministère des réfugiés et du rapatriement en vue d'attribuer aux déplacés internes des terres appartenant à l'État pour une période de cinq ans, mais cette solution sous-entend, qu'à terme, ils retourneront dans leurs régions d'origine. Il ne s'agit donc pas d'une solution durable.

Le gouvernement afghan s'efforce déjà de trouver des solutions durables pour les 2,6 millions de personnes déplacées par le conflit dans le pays. Une volonté politique forte et un appui substantiel de la communauté internationale sont nécessaires pour faire de réels progrès dans la recherche de solutions durables pour les personnes déplacées par le conflit et la sécheresse dans le pays.¹⁸¹

| Notes

175. OCHA, « Afghanistan Drought Impact & Needs Assessment, Part I : Internally Displaced People in Badghis, Ghor and Hirat Provinces », août 2018.
176. OCHA, « Afghanistan : Drought Response Situation Report No. 2 », 16 septembre 2018.
177. Reuters, « Drought drives desperate Afghans to marry off children for money », 27 novembre 2018.
178. Résultats provisoires de l'enquête de l'OIM sur les intentions de retour, janvier 2019 : DTM Afghanistan, « Drought Response Situation Report, Herat, Badghis », 1er février 2019.
179. Abdoh, Hirsch-Holland, « Stuck in the Mud, Urban Displacement and Tenure Security in Kabul's Informal Settlements », 2019.
180. *Ibid.*
181. Cette partie a été élaborée à partir des informations fournies par le bureau national du NRC en Afghanistan.